

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19759 - 76ÈME ANNÉE

Le déclin de la pensée politique française

La France ne fait plus rêver. La dernière fois où elle a triomphé c'est lorsque de Dominique de Villepin a combattu Colin Powell à l'ONU sur l'invasion de l'Irak. Le monde de la Paix était du côté de la France. L'histoire a tranché. Colin Powell déclare dans un "livre confession" qu'il avait menti. Tony Blair l'ancien premier ministre du Royaume-Uni a confessé également. Pour moins que cela, d'autres auraient été traduits devant le tribunal pénal international pour crime de guerre. Bilan: l'Irak est détruit et Saddam Hussein est tué. Il ne possédait pas d'arme de destruction massive. La France aurait dû aller jusqu'au bout de sa ligne politique.

Elle tenait une autre occasion, c'est en 2008 lorsque la crise du sur-endettement des ménages américains s'est propagée dans tout le système bancaire européen. Le Dollar et la politique américaine de surconsommation étaient montrés du doigt. Sarkozy devait rassembler sur cette ligne. Il a préféré bombarder la Libye et éliminer Kadhafi. Il lui fallait l'appui des Etats-Unis. Le G20 tenu à Cannes était un fiasco.

La France aurait pu également prendre la tête d'un mouvement pour demander la levée du blocus cubain. C'est le plus grand scandale du demi-siècle écoulé. A l'ONU, il ne restait plus que 2 voix en faveur des Américains. Ils ont récupéré l'Ukraine et le Brésil. La France ne dit rien quand Pompeo inscrit Cuba sur la liste des pays terroristes, alors qu'il n'a plus au-



cune légitimité. Cuba, c'est ce petit pays qui a vaincu l'Apartheid qui était soutenu militairement et diplomatiquement par la France. La France fait pire aujourd'hui, elle soutient la contre-révolution au Vénézuéla. Elle est décalée.

Deux mois avant l'apparition du Coronavirus en Chine, fin octobre 2019, Macron défiait les Malgaches, debout sur les sables des Glorieuses ! Il attendra le 12 mars 2020 pour appeler les Français à la guerre contre un ennemi invisible. C'était 3 jours avant les élections municipales du 15 mars. La préoccupation de tout le gouvernement n'était pas la santé des Français mais leurs élections. La suite est connue : 70 000 morts, en temps de Paix.

Le Président qui s'est arrogé les pleins pouvoirs est incapable de produire un seul remède contre le virus.

Nous assistons au dépérissement des valeurs françaises. L'opposi-

tion aurait pu créer un électrochoc en démissionnant en bloc au lieu de cautionner le vote des pouvoirs exceptionnels à Macron. A ce stade, à quoi sert de jouer aux parlementaristes? Bizarrement, elle est dépassée par la risée de l'hyper-puissance américaine qui se fracasse sur le Capitole, incapable de stopper un virus qui a déjà fait 400 000 morts en temps de Paix.

Au-delà du vaccin, il faut réfléchir pourquoi sur les 5 puissances permanentes du Conseil de Sécurité de l'ONU, les Etats Unis, l'Angleterre et la France comptent 577 000 morts; la Russie et la Chine comptent 71 000. Il y a bien plus que « le dépérissement total de l'industrie française ». C'est le déclin de la pensée politique française.

Ary Yée Chong Tchi Kan

Les planteurs vont choisir qui défendra leurs intérêts dans les négociations avec Tereos et l'Etat

Convention canne : la CGPER mobilise pour les élections des CMU

Le prix de la canne à sucre payée aux planteurs par l'industriel Tereos, complété par les aides de l'État et de l'Europe, est défini dans la Convention canne. Cette convention se terminera après la prochaine campagne sucrière, en 2021. Côté planteurs, la désignation des négociateurs de la future convention Planteurs-Usinier-Etat dépend des élections des Commissions mixtes d'usine qui doivent se tenir le 21 avril prochain. Hier à Saint-Leu se tenait une réunion d'échanges du syndicat marquée par la présence de plusieurs anciens militants qui ont partagé leur expérience des luttes.

Une vingtaine de planteurs de Saint-Leu ont échangé hier après midi avec plusieurs membres de la direction de la CGPER. Le 21 avril se tiendront les élections en Commission mixte d'usine. D'emblée, Jean-Michel Moutama, président de la CGPER, a rappelé l'enjeu de ce scrutin : les négociateurs planteurs de la prochaine Convention canne seront désignés en fonction des résultats.

L'enjeu est capital, car la Convention canne fixe le prix payé par l'industriel pour l'achat des cannes aux planteurs. Ce prix est complété par des aides publiques. Lors de cet échange, Jean-Michel Moutama a rappelé plusieurs revendications que la CGPER compte porter lors des négociations, entre autres :

- révision de la formule de calcul du prix vieille de plus de 20 ans qui ne tient pas compte des évolutions techniques qui profitent à l'usinier Tereos, et qui date d'une époque où la coupe se faisait essentiellement à la main, avec des



variétés moins fibreuses qui pénalisaient moins le planteur ;

- transparence sur toutes les richesses tirées de la canne à sucre livrée par les planteurs réunionnais, ce qui suppose que Tereos mette carte sur table au sujet des bénéfices réalisés non seulement dans ses usines à La Réunion, mais aussi par ses filiales industrielles en aval dans notre île, ainsi que dans d'autres pays alimentées par le sucre réunionnais ;

- envoi à La Réunion d'une mission d'expertise afin d'observer le déroulement de la prochaine campagne sucrière et d'en tirer des enseignements pour l'amélioration du fonctionnement de la filière en vue des négociations de la prochaine Convention canne.

La base au coeur de la décision

Fidèle à sa tradition, la CGPER fait de la base la source d'expression des revendications, a rappelé le président du syndicat. C'est pour-

quoi la réunion était d'abord l'occasion de débattre autour des questions des planteurs de Saint-Leu. Par exemple : quelles sont les conditions pour la conversion au bio de son exploitation afin de cultiver de la canne à sucre bio, matière première du sucre bio ?

Cet échange a été aussi l'occasion pour des anciens militants de rappeler les luttes.

La rencontre de Saint-Leu s'inscrit dans un cycle qui vise à obtenir une meilleure réputation pour les planteurs. Cela passe pour le syndicat par un résultat favorable aux élections de CMU. Jean-Michel Moutama a souligné tout le travail mené pour élargir le rassemblement, avec notamment le rapprochement avec la Coordination rurale et le retour dans le syndicat de militants qui l'avait temporairement quitté.

M.M.

Pour contrer le gouvernement qui profite de la crise sanitaire pour attaquer le service public

Appel à la grève dans l'Éducation nationale le 26 janvier

Un communiqué de l'intersyndicale Éducation (FO, FSU, Saiper, Sud) annonce une grève le 26 janvier, et un rassemblement devant le Rectorat de l'Académie de La Réunion le même jour à 10 heures. Les syndicats militent contre les suppressions de poste, pour de meilleures conditions de travail et de meilleurs salaires.

« Rentrée 2020 : 55 postes supprimés dans le second degré et aucun poste créé dans le 1er degré
Rentrée 2021 : 70 postes supprimés dans le second degré.

Le ministre Blanquer profite de la crise sanitaire pour accélérer son entreprise de destruction de l'école publique !

Les personnels fatigués, épuisés par des années de dégradation des conditions de travail, exigent des baisses d'effectifs par classe à court et moyen termes. Il faut en urgence engager les recrutements nécessaires, notamment en recourant aux listes complémentaires.

Alors que la crise sanitaire a mis en lumière la pénurie d'infirmières dans les établissements scolaires qui partagent leur service entre plusieurs écoles, lycées et collèges, le gouvernement prévoit de les transférer à la collectivité territoriale.

Les services de vie scolaire, en première ligne depuis le début de la pandémie pour l'application du pro-



Photo d'archives.

tole sanitaire, sont au bord de l'implosion.

Ces services sont largement sous-dotés et les conditions d'exercice des personnels AED sont inacceptables.

Il est temps d'exiger pour ces personnels une amélioration des conditions de travail (diminution du temps de travail, créations de postes supplémentaires, augmentation du temps de formation), une augmentation de salaire, et de vraies perspectives d'avenir, versement des primes REP et REP+.

Le ministère continue d'appliquer ses réformes du lycée à marche forcée et de refuser, comme les personnels et nos organisations syndicales l'exigent, de rétablir un baccalauréat aux épreuves nationales, terminales et anonymes.

Il s'attaque, d'une part, à l'éduca-

tion prioritaire en projetant d'abandonner une politique de territoires au profit d'une contractualisation avec chaque école ou établissement scolaire ; d'autre part, avec le projet de loi 4D, le gouvernement veut engager une opération de déconstruction du service public d'éducation.

Les organisations demandent le maintien des services et des personnels dans le cadre plein et entier de l'Éducation Nationale.

Les organisations appellent les personnels à se réunir en assemblée générale afin d'élaborer les cahiers de revendications et d'organiser la poursuite du mouvement, à s'engager dans l'action et à préparer la grève à partir du mardi 26 janvier pour exiger des créations de postes, des mesures significatives de revalorisation des salaires et des carrières dans l'éducation. »

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Otè

In bégnade pa trazik mé prèss

Mézami, zistoir mi rakont azot la la spassé néna bien lontan. Lo laktèr prinsipal, mi panss la fine pass l'ot koté. Mé arien, m'a lèss son nom dann l'anonima pars i koné zamé si li néna ankor la famiy i rapèl zistoir-la épi lé riskab rode lo pou avèk lo lante dann mon tète la pi shévé... Figuir azot sa la éspass dann la ravine patate a diran - dann sint klotid. La komine l'avé andig lo ravine é par plass l'avé bassin. Dann tan-la kan l'avé bassin bann jenn-jan, mèm pti marmaye i sava pik in tète dann lo... Dann tan-la mézami l'avé plizyèr bassin é la plui la tonm in bonpé zour san z'arété donk sa lété la fète pou nou. Mwin pèsonèl mwin téi rèss pa loin, mé d'ot zenn zan téi sort loin pou vni landroi mi di azot-la.

Lo matin déza l'avé in promyé lalèrt. Nou té apré bégné toudinkou néna inn la sorte dann lo épi la pouss bann pti kriyé konmsi li té pa bien mèm. Mé li l'ariv dsi lo bor é kan la dmand ali kossa l'arivé, li la di té konm in n'afèr i dizèr. Mi pans li té pankor dizèr son manzé in pé pliss li té kapab noiyé. Anfin li la rèss alonzé in pé d'tan, apré li la rant son kaz. Landomin moin la trouv ali dovan la boutik, li la di son momon la fé in tizane yapana pou li... Promyé lalèrt mé dézyèm la sa la fé pèr anou sa. L'aprémidi dann mèm bassin l'avé bann gran jenn-jan é zot la komanss boir. Boir é roboir, zislka ké zot i déside fé in konkour : « Rèss pli lontan sou d'lo. ». In pé téi rèss pétète in minite é in minite lé long ziska ké lo shanpion l'arivé. Boug-la té in plonjèr é li ti rèss in bonpé d'tan sou d'lo. Ala ké li la plonjé !

Li la rèss lontan-lontan é sak té la té di : « A ! sa in plonjèr sa ! zot va oir la kantité minite li rèss dsou d'lo. ». Pou oir nou la vi ! In sèrtin moman in bonpé la komanss kite landroi an kriyan : « In tèl la noiyé, li la noiyé ! ». Té i oi pi li, é mèm son bann siportèr zot ossi té fine komanss trakassé. Sirman li té i sava pass dann l'avi s li la. Momandoné nou la vi in do k'i flote la sirfass lo bassin, avèk la tète sou d'lo é lo bra pandiéyé konm bann bransh sansa bann rasine. Vite fé dé troi kamarde la tir ali dann lo épi la ral ali dsi lo bor. Lo vant lété gonflé vèye pa. Nou la pans li lété mor.

Lo trépé d'moun té la ziss dé-troi la rèss la a rien fèr. Ziska ké lo boug i arjète son lo ; la vidé, la vidé, l vidé ziska ké li la pète a rir. Li té vivan, rozman parss sansa mi di pa zot koman sak la rèss la noré té annuiyé. Landomin kan li la rant dann bassin, tout bann jenn-jan la baré. La pèr téi port azot la syass bien sir.

Justin